



Veille juridique

Travail – Emploi – Formation professionnelle - Économie

Semaine du 24 au 30 janvier 2026

Textes publiés au JO

Circulaires

Jurisprudence

*Cette veille est constituée sur la base
d'une sélection*

des textes officiels publiés sur :

- *Journal Officiel (JORF)*
- *Légifrance*
- *l'onglet "Instructions et BO"
de Tessadoc*

*des jurisprudences signalées par les
sources :*

- *Dalloz*
- *Lamyline*
- *Elnet*
- *AEF*
- *LSQ (Liaisons Sociales
Quotidien)*

CONVENTIONS COLLECTIVES (ARRETES ET AVIS)

Retrouvez la rubrique dédiée sur Paco

l'intranet des ministères sociaux

**Retrouvez les accords interprofessionnels et
de branche sur BDCC@WEB**

Cette veille juridique et jurisprudentielle est réalisée dans le cadre du Réseau Documentation-Archives des ministères sociaux par le CRDM.

Textes publiés au JO

[Travail – Emploi – Économie](#)

[Formation professionnelle - Apprentissage](#)

[Santé et Sécurité au travail](#)

[Enquêtes et Statistiques](#)

[Administration - Fonction publique](#)

Travail – Emploi – Économie

Assurance chômage	Avis relatif à l'agrément de l'avenant du 7 juillet 2025 modifiant la convention du 15 novembre 2024 relative à l'assurance chômage Avis relatif à l'agrément des dispositions de la convention d'assurance chômage du 15 novembre 2024 et ses textes associés concernant l'indemnisation des « primo-entrants »
Activité partielle	Décret n° 2026-35 du 29 janvier 2026 portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable
Sécurité sociale / Mines	Arrêté du 18 décembre 2025 relatif au coefficient de majoration prévu par l'article 131-1 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines
Protection sociale complémentaire "chèque santé"	Arrêté du 8 janvier 2025 fixant pour 2026 le montant du versement mentionné à l'article L. 911-7-1 du code de la sécurité sociale (rectificatif)

Formation professionnelle - Apprentissage

Titre professionnel	Arrêté du 27 janvier 2026 relatif au titre professionnel d'agent de sûreté et de sécurité privée Arrêté du 20 janvier 2026 portant création du titre professionnel de responsable de services en établissement touristique Arrêté du 20 janvier 2026 relatif au titre professionnel de responsable d'établissement touristique
---------------------	--

Santé et Sécurité au travail

	RAS
--	-----

Enquêtes – Statistiques

	RAS
--	-----

Organisation administrative

Fonctionnaire et contractuel / Direction départementale interministérielle	Arrêté du 23 janvier 2026 modifiant l'arrêté du 20 août 2025 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents contractuels exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles Arrêté du 20 août 2025 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents contractuels exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles
“Groupe des instituts du service public” / IRA	Décret n° 2026-27 du 26 janvier 2026 relatif à l'établissement public « Groupe des instituts du service public »
Administrateur de l'Etat	Arrêté du 15 janvier 2026 fixant les modalités d'accès au corps des administrateurs de l'Etat par la voie de la liste d'aptitude et le fonctionnement du cycle supérieur de perfectionnement des administrateurs de l'Etat

Budget de l'Etat – Finances

BOP 155	Arrêté du 27 janvier 2026 portant report de crédits
---------	---

Concours- Examens

IRA	Arrêté du 22 janvier 2026 portant ouverture de la session 2026 des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration
-----	--

Nominations

Plateforme d'emploi	Arrêté du 15 janvier 2026 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public Autorité des relations sociales de plateformes d'emploi - M. Brahim BEN ALI Arrêté du 15 janvier 2026 portant nomination au conseil des acteurs des plateformes placé auprès de l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi - M. Helmi MAMLOUK
Coct	Arrêté du 12 janvier 2026 portant nomination à la commission spécialisée relative aux pathologies professionnelles du Conseil d'orientation des conditions de travail (plusieurs nominations)
DDETS - Loire	Arrêté du 28 janvier 2026 portant nomination (directions départementales interministérielles) - M. François BADET
IGAS	Arrêté du 27 janvier 2026 portant nomination sur un emploi des services d'inspection générale ou de contrôle (inspection générale des affaires sociales) - M. Florian ROUSSEL

Circulaires

RAS

Jurisprudence

[Relations individuelles du travail](#)

[Contrat de travail](#)

[Relations collectives du travail](#)

[Durée du travail](#)

[Santé et sécurité au travail](#)

[Discrimination](#)

[Entreprise en difficulté/Économie](#)

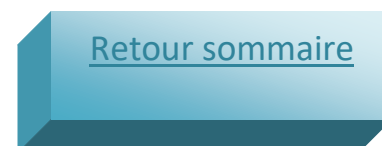
[Administration/fonction publique](#)

Relations individuelles du travail	
Droit à congés payés pendant les arrêts de travail / Temps de travail	Ne doivent pas être pris en compte, pour le calcul des vingt-quatre jours ouvrables dont bénéficie le salarié absent pour cause de maladie d'origine non professionnelle pendant la période de référence, les congés payés acquis antérieurement à cette période de référence et reportés faute d'avoir été exercés pendant la période de prise. Soc. 21 janv. 2026, FS-B, n° 24-22.228 Dalloz, 30 janvier 2026
Enquête interne / Principe du contradictoire	Lorsque le comportement d'un salarié conduit l'employeur à mener une enquête interne, le respect des droits de la défense et du principe du contradictoire n'imposent pas que le salarié ait accès au dossier ou qu'il soit confronté aux collègues qui le mettent en cause ni qu'il soit entendu, dès lors que la décision que l'employeur peut ensuite être amené à prendre, ou les éléments dont il dispose pour la fonder, peuvent, le cas échéant, être ultérieurement discutés devant un juge. C'est ce que retient la Cour de cassation, le 14 janvier 2026. Cass. soc., 14 janvier 2026, n° 24-13.234 AEF, 30 janvier 2026
Maternité / Droit aux IJ	Les conditions d'ouverture du droit aux prestations en espèces de l'assurance maternité s'apprécient au début du neuvième mois avant la date présumée de l'accouchement ou à la date du début du repos prénatal. Cass. 2e civ., 8 janv. 2026, no 23-18.142 FS-B LSQ – Jurisprudence hebdo, 27 janvier 2026
Stage successif / Durée maximale de stage	La durée du ou des stages ou périodes de formation en milieu professionnel effectués par un même stagiaire dans un même organisme d'accueil ne peut excéder six mois par année d'enseignement. Cass. soc., 7 janv. 2026, no 24-12.244 F-B LSQ – Jurisprudence hebdo, 27 janvier 2026
CPF / Condition de l'abondement	Dans les entreprises d'au moins cinquante salariés, l'abondement du compte personnel de formation, instauré à titre de sanction par l'article L. 6323-13 du code

	du travail, devient dû sitôt que le salarié démontre l'absence, au cours du délai prévu par ce texte, d'entretien professionnel biennal et de formation facultative, par lui, suivie. Soc. 21 janv. 2026, FS-B, n° 24-12.972 Dalloz, 26 janvier 2026
Contrat de travail	
Agent de sécurité / Carte professionnelle	Agent de sécurité privé : l'absence de carte professionnelle justifie la rupture du contrat à défaut d'être détenteur d'une carte professionnelle en cours de validité ou d'un récépissé de renouvellement de carte à la date du licenciement, le contrat de travail du salarié est rompu de plein droit. Cass. soc., 7 janv. 2026, no 24-15.367 F-B LSQ – Jurisprudence hebdo, 27 janvier 2026
Transaction lié à l'exécution de contrat / Rupture du contrat	Une transaction peut être conclue pour régler un différend concernant l'exécution du contrat de travail. La conclusion de cette transaction n'empêche pas le salarié de contester ultérieurement en justice de la rupture ultérieure de son contrat de travail. C'est ce que juge la Cour de cassation dans un arrêt du 21 janvier 2026, s'agissant du licenciement pour inaptitude d'une salariée. La haute juridiction précise que l'origine professionnelle de l'inaptitude doit s'apprécier au regard des faits antérieurs et postérieurs à la transaction. Cass. soc., 21 janvier 2026, n° 24-14.496 AEF, 27 janvier 2026
Relations collectives du travail	
Propagande électorale / Obligation de neutralité	L'employeur manque à son obligation de neutralité dans le cadre de la propagande électorale lorsqu'un seul syndicat bénéficie d'avantages dans des conditions qui ne sont prévues ni par l'article L. 2142-4 du code du travail ni par le protocole d'accord préélectoral. Cass. soc., 21 janv. 2026, n° 24-16.854 Elnet, 30 janvier 2026
Consultation du CSE / IA	Dans une ordonnance de référé rendue le 29 janvier, le tribunal judiciaire de Nanterre suspend le déploiement de deux logiciels et ordonne à l'entreprise de consulter son CSE central sur ces outils de gestion du personnel qui utilisent l'intelligence artificielle (IA), sous astreinte de 500 euros par jour de retard. TJ Nanterre réf., 29 janv. 2026, n° 25/02856(non disponible ce jour) Elnet, 30 janvier 2026
Portabilité de la prévoyance / Liquidation judiciaire	La portabilité des garanties de prévoyance reste applicable même en cas de liquidation judiciaire de l'employeur, sous réserve que le contrat d'assurance ne soit pas résilié. Cette résiliation doit être notifiée au liquidateur judiciaire pour être régulière. Cass. 2e civ., 22 janv. 2026, n° 23-23.043 Elnet, 26 janvier 2026 AEF, 29 janvier 2026
Consultation sur la politique sociale / Communication du plan de mobilité	Le comité social et économique (CSE), consulté au titre de la politique sociale, des conditions de travail et de l'emploi, et l'expert-comptable, désigné par celui-ci, ne peuvent exiger la communication d'un plan de mobilité employeur dont l'établissement unilatéral par l'employeur n'est pas obligatoire tant que la négociation obligatoire sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la qualité de vie et des conditions de travail est en cours. Soc. 14 janv. 2026, FS-B, n° 23-22.733 Dalloz, 26 janvier 2026

Durée du travail	
	RAS
Santé et sécurité au travail	
Maladie de Parkinson / Imputabilité au service	La cour administrative d'appel de Toulouse reconnaît le 23 décembre 2025 l'imputabilité au service de la maladie de Parkinson d'un agent communal qui, dans le cadre de ses fonctions, était chargé de l'épandage de produits pesticides au moyen d'un pulvérisateur manuel au cours de plusieurs périodes par an, sur une période de dix ans. Les juges retiennent notamment l'absence d'autres causes toxiques ou génétiques, et relèvent que la commune n'apporte aucun élément sur les quantités de pesticides utilisées ou sur des mesures de prévention efficaces. Cour administrative d'appel de Toulouse, 23 décembre 2025, n° 24TL01061 AEF, 29 janvier 2026
AT-MP / Manquement antérieur à l'arrêt	Pendant la période de suspension du contrat de travail par un arrêt de travail pour accident du travail ou maladie professionnelle, l'employeur ne peut reprocher au salarié, dans le cas d'un licenciement pour faute grave, que des manquements à l'obligation de loyauté. La Cour de cassation précise, dans un arrêt du 21 janvier 2026, que l'employeur peut également se prévaloir de faits fautifs antérieurs à la suspension du contrat pour accident ou maladie professionnelle. Cass. soc., 21 janvier 2026, n° 24-22.852 AEF, 28 janvier 2026 Elnet, 30 janvier 2026
Discrimination	
Preuve de harcèlement sexuel / Enquête interne	Aucune disposition du Code du travail n'impose à l'employeur de mener une enquête interne en cas de signalement de faits de harcèlement sexuel. Le licenciement de leur auteur ne saurait donc être remis en question du seul fait de l'absence de mise en œuvre d'une telle mesure. C'est ce que rappelle la Cour de cassation dans un arrêt du 14 janvier 2026, se fondant sur le principe de liberté de la preuve en matière prud'homale. Cass. soc., 14 janv. 2026, no24-19.544 F-B LSQ, 27 janvier 2026
Entreprise en difficulté / Économie	
Caution solvens / Cofidéjusseur	Le cofidéjusseur peut opposer à la caution solvens exerçant son recours personnel toutes les exceptions qu'il aurait pu opposer au créancier principal dès lors qu'elles ont pour conséquence de priver le contrat de cautionnement de tout effet. Tel est le cas de la nullité de son engagement, mais non celui de la déchéance du droit aux intérêts. Cass, 1ere civ., 17 déc. 2025, n° 23-13.437, n° 826 B Elnet, 29 janvier 2026
Modalités de délivrance de l'assignation à comparaître à l'audience d'orientation	Le commissaire de justice qui signifie l'assignation à comparaître à l'audience d'orientation n'a aucune obligation de remettre au débiteur une copie du commandement de payer. Cass. 2e civ., 11 déc. 2025, n° 23-13.607, n° 1305 F-B Elnet, 28 janvier 2026
Liquidation d'une entreprise européenne / Application de la loi française	L'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire d'un assureur à l'étranger n'est pas de nature à écarter l'application de la loi française du for, applicable aux instances en cours ayant pour objet une demande de mise en oeuvre de la garantie financière d'achèvement de l'immeuble. Cass. 1re civ., 17 déc. 2025, n° 24-17.164

	Elnet, 28 janvier 2026
Saisie d'un immeuble commun / Recouvrement des impayés	Le commandement de payer délivré à un seul des époux mariés sous le régime de la communauté légale, en vue de la saisie d'un immeuble commun, entraîne l'irrecevabilité de la procédure de saisie immobilière. Cass. 2e civ., 11 déc. 2025, n°22-21.730, n° 1292 FS-B
	Elnet, 26 janvier 2026
Administration / Fonction publique	
	RAS



Cette veille juridique est réalisée dans le cadre du Réseau Documentation-Archives des ministères sociaux.
Contributeur : **CRDM** (Joël Michineau)

En complément : Consultez le portail documentaire



- ✓ la [Veille juridique santé](#)